

# LE DROIT D'ACCÈS AUX FICHIERS

*La loi « Informatique, Fichiers et Libertés » du 6 janvier 1978 inaugure un nouveau droit pour le citoyen : celui de connaître et, le cas échéant, de faire corriger l'information le concernant détenue dans les fichiers. Avec le recul du temps, qui a permis à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) de préciser sa doctrine sur le droit d'accès, il paraît intéressant aujourd'hui de faire le point et d'analyser la signification réelle de ce nouveau droit.*

**L**a loi autorise « toute personne justifiant de son identité » à « interroger les services chargés de mettre en œuvre les traitements automatisés (...) en vue de savoir si ces traitements portent sur des informations nominatives le concernant ». La communication, « en langage clair », « doit être conforme au contenu des enregistrements ».

## La droit d'accès défini par la loi et réglementé par la CNIL

Pour savoir si un organisme peut détenir des informations sur elle, toute personne peut consulter auprès de la CNIL la liste des traitements automatisés, liste qui précise notamment les catégories des données traitées et le service auprès duquel peut s'exercer le droit d'accès. Ce renseignement est aussi exigé de tout organisme qui collecte des informations nominatives : tout questionnaire doit signaler l'existence du droit d'accès et préciser le service auprès duquel il peut être exercé.

La consultation sur place est gratuite, mais il est possible d'obtenir une copie des informations contenues dans un fichier moyennant une redevance que la CNIL a fixée à 20 F pour les organismes publics et 30 F pour les organismes privés. Le Casier Judiciaire cependant fait exception à cette règle : la loi du 4 janvier 1980 qui le réglemente, autorise chaque citoyen à consulter l'intégralité de son casier mais interdit la délivrance de copies (qui pourraient être exigées par les employeurs).

Un décret va bientôt sortir, précisant les sanctions applicables aux organismes qui refuseraient d'accorder le droit d'accès.

## Un droit néanmoins limité

La loi introduit cependant certaines limitations à l'exercice du droit d'accès, dans le but de ne pas perturber la fonctionnement des services de traitement de l'information :

— **limites dans la fréquence de consultation**, pour éviter un usage abusif qui pourrait bloquer un système informatique ; mais actuellement, faute

d'exemples, on n'a jamais précisé ce qu'on peut considérer comme abusif.

— **délais** accordés aux organisations pour répondre aux demandes d'accès. La CNIL a fixé la limite supérieure indicative à trois mois et a reconnu comme suffisante la communication annuelle systématique de l'ensemble des données à chaque intéressé.

— **accès indirect** à certains fichiers sensibles :

- fichiers médicaux : un médecin, désigné par le titulaire, exerce ce droit pour son patient.

- fichiers concernant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique : un droit de vérification peut être exercé par l'intermédiaire de la CNIL, mais le décret qui doit définir les traitements dérogatoires et les modalités de consultation n'est pas paru (sa gestation se fait dans le plus grand secret). Si l'existence de certains fichiers n'est pas connue, il paraît difficile d'exercer un droit d'accès, même indirect, sur des informations qui ne sont pas censées exister.

— **droit accordé aux organisations de ne pas livrer des informations « estimatives ou prévisionnelles »** tant qu'elles-ci ne sont pas opposées à la personne concernée (délibération du 1<sup>er</sup> avril 1980 sur le droit d'accès aux fichiers automatisés).

Il faut aussi noter que la délibération de la CNIL ne fait pas mention du droit d'accès aux fichiers non automatisés, stipulé à l'article 45 de la loi sous réserve d'un décret spécifique qui n'a jamais été fait. Le droit d'accès aux fichiers administratifs publics, même manuels, a cependant été ouvert par la loi du 17 juillet 1978, souvent dite sur la liberté d'accès aux documents administratifs.

Mais les véritables limites à l'exercice du droit d'accès se trouvent dans la multiplicité des fichiers existants.

## Le droit de rectification

Le titulaire du droit d'accès peut exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour les informations le concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, ou l'utilisation ou la conservation est interdite.

En cas de contestation, la charge de la preuve incombe au service détenteur de l'information sauf si celui-ci peut démontrer que les informations contestées ont été communiquées par la personne concernée ou avec son accord. En outre, il est tenu de notifier les modifications à tous ceux auxquels il aurait transmis ces informations.

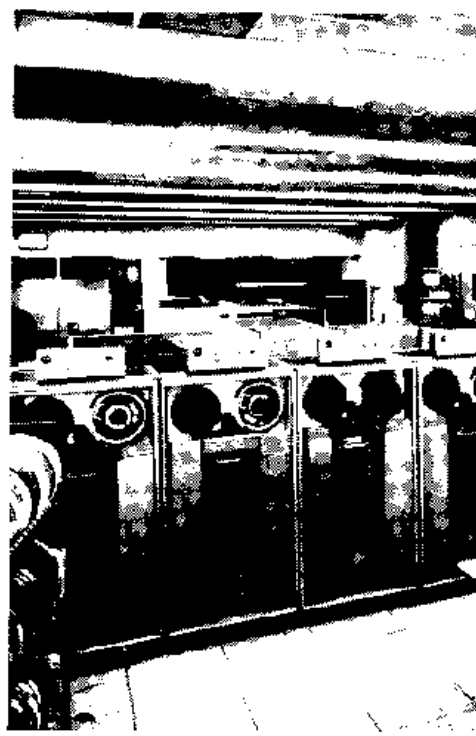
Lorsque l'individu fiché obtient une modification de l'enregistrement, la redevance versée pour le droit d'accès doit lui être remboursée et il a le droit d'obtenir gratuitement une copie de l'enregistrement rectifié.

## La pratique du droit d'accès : l'inertie des organisations ficheuses

Les limites de la loi à l'exercice du droit d'accès sont pour l'instant bien inutiles : rares sont les organisations qui ont eu à répondre à une telle demande. Quelques pionniers pourtant ont testé les réactions des organisations mettant en œuvre des traitements automatisés d'informations nominatives.

Selon des témoignages convergents, le premier barrage est constitué par les employés auxquels on peut s'adresser : ils ignorent l'existence de cette loi, sont sceptiques, voire incrédules sur ce droit à consulter des fichiers comportant des secrets et tout-à-fait étonnés par cette demande saugrenue de connaître ce qui est écrit sur soi-même, puisque chacun est le mieux placé pour le savoir. Toute nouvelle législation met plusieurs années pour entrer dans les mœurs, surtout si la CNIL, chargée de la faire connaître, s'en donne si peu les moyens.

Enfin, lorsqu'on est parvenu à convaincre son interlocuteur qu'il ne s'agit pas d'un canular, il vous conseille de revenir afin qu'il ait le temps de se renseigner ou vous adresse à quelqu'un de plus com-



pètent que lui. Quand on a enfin découvert la personne idoine, celle-ci vous montre souvent le listing dont elle dispose, afin de vous rassurer en constatant qu'il n'y a rien d'indiscret : après tout, il n'y a jamais que ce que vous avez vous-même livré. Si vous avez alors la courage de braver le soupçon de paranoïa qui commence à planer sur vous, on reconnaît qu'en effet, il existe sans doute ailleurs d'autres informations sur vous dont le secret est si bien gardé qu'on ne les livre qu'aux employés qui en ont vraiment besoin ; mais pour obtenir ces informations, il faut écrire. On peut alors penser que le courrier sera orienté vers la personne bien informée qui aura pris soin de s'enquérir de cette loi. Mais l'article 35 stipulant que la communication doit être conforme au contenu des enregistrements est apparemment insuffisant en ce qu'il oublie de préciser que l'ensemble des informations vous concernant doit vous être envoyé : on apprend par exemple que les Télécommunications ne connaissent de vous que vos nom, prénom, adresse et numéro de téléphone ; on se demande alors comment on peut établir des factures, si ce n'est par télépathie !

La revue *Expertises* d'août 1981 relate en détail les aventures d'une « fichée de base » qui a tenté d'exercer son droit d'accès auprès de Parisbas et de Bayard-Presses après avoir reçu de cette banque un courrier publicitaire envoyé à une adresse vraisemblablement transmise par Bayard-Presses. Dans ce roman-feuilleton, des lettres se perdent, on livre des renseignements incomplets, on exige une redevance de 30 F pour répondre qu'on ne possède aucune information à ce nom, et le recours tenté auprès de la CNIL obtient un rappel de la loi et des modalités d'exercice du droit d'accès... C'est vraiment se ficher des fichés !



A qui donc sort cette loi ?

En comparant le droit français au droit américain, on peut envier les Français car les Américains ne peuvent faire valoir un droit d'accès que lorsqu'on leur a opposé une décision. Mais si on envisage le nombre des fichiers qui contiennent des informations sur une même personne (environ deux cents selon la CNIL), on imagine mal un individu qui contrôlerait systématiquement la véracité de toutes les données le concernant. Même sans payer la redevance, les seules démarches, les envois de lettres avec photocopie de la carte d'identité (selon la recommandation de la CNIL), représenteraient une dépense de temps, d'énergie et d'argent insoutenable, surtout si elle est aggravée par l'inertie et la mauvaise volonté des fumeurs. Ainsi, sauf curiosité originale, il est évident que ce droit ne sera exercé que par ceux qui nourrissent quelque soupçon : l'avantage de la loi française est de n'avoir pas à motiver les soupçons. Il ne faudrait tout de même pas demander aux citoyens de prendre à leur charge le contrôle de l'exactitude des informations qu'utilisent les administrations et les entreprises.

Par ailleurs, les fichiers qui sont naturellement l'objet de soupçons parce qu'ils font peur sont justement les fichiers de police, gendarmerie... qui profitent d'un statut dérogatoire non encore précisé. De toute façon, si quelqu'un craint d'être « mal fiché » quelque part, il hésitera à se manifester pour ne pas attirer sur lui une attention qu'il a tout intérêt à éviter. La loi prévoit que la CNIL peut aider une personne à faire valoir ses droits, mais jusqu'à présent ce n'est pas ainsi qu'elle a procédé, elle cherche plutôt à influencer les organisations, tentant de les convaincre d'appliquer la loi, mais elle a toujours évité de prendre parti pour un citoyen ou butte à une organisation récalcitrante : les déclarations officielles des commissaires confirment cette stratégie observable de conciliation avec les organisations.

### Réformer la loi

Pour qu'enfin les citoyens se sentent concernés par ce nouveau droit, c'est-à-dire qu'ils comprennent son intérêt et qu'ils se sentent en mesure de s'en servir, il faudrait remplir deux conditions supplémentaires :

— **Elargir la portée des obligations liées au recueil des données :** l'article 27 de la loi exige que l'on informe les gens auprès desquels on recueille des informations du caractère obligatoire ou facultatif des réponses, de la sanction en cas de refus de répondre, des destinataires des informations et de l'existence du droit d'accès et de rectification. Mais rien n'est prévu au cas où les informations sont enregistrées à l'insu des personnes concernées ; or le risque d'erreur ou d'indiscrétion est alors bien supérieur. Pour que les personnes concernées puissent exercer un véritable contrôle, il faudrait

que chacun soit averti dès qu'on crée un enregistrement sur lui et qu'on lui envoie alors copie de cet enregistrement pour vérification, quitte à exclure de cette obligation les fichiers publicitaires ne comportant que des informations banales, par exemple nom, prénom, adresse.

— Pour que les individus ne craignent plus d'exercer leur droit d'accès et qu'ils ne se sentent plus impuissants face à une organisation réticente qu'ils ont besoin de se concilier, il faut reconnaître **aux associations et syndicats le droit de porter plainte** en cas d'illégalité : cet enjeu a été mis en lumière par la récente affaire des fiches de gendarmerie relatée dans ce numéro. Puisque la CNIL refuse de jouer ce rôle, la Ligue des Droits de l'Homme a pris en charge la dénonciation des illégalités commises par la gendarmerie.

Ce droit d'accès, tout petit droit du citoyen, face à l'énorme pouvoir des organisations d'exiger de lui des informations qu'elles jugent indispensables, ne peut pas être qualifié de « nouveau droit du citoyen » tant que son application sera entravée par toutes ces limitations qu'on lui oppose actuellement.

Gertrude LAPLACE

### Auto-commutateur et libertés

Dans le numéro 4 de *Terminal*, nous avons parlé des auto-commutateurs électroniques, ces appareils qui permettent, entre autres gadgets, de garder trace des appels téléphoniques. Nous nous inquiétons de l'inquisition potentielle à travers cette mémoire de « qui appelle qui ». Le même système est en revanche revendiqué par les associations de défense des consommateurs, pour contrôler les factures téléphoniques.

La CNIL a été saisie de ces deux problèmes et semble vouloir les traiter conjointement. Au cours d'un colloque réunissant les « dataman » ou commissaires « informatique et libertés » des pays occidentaux, le 8 octobre 1981 à Paris, Madame Godfernaux, membre de la CNIL a déclaré :

« La CNIL a estimé que l'identité du correspondant ne pouvait être dévoilée sans son accord. Elle a donc émis un avis où, prenant en compte les préoccupations des associations de consommateurs, elle souhaite que seul le central destinataire de l'appel soit indiqué à l'exclusion de toutes mentions permettant d'identifier le correspondant.

Cette question de principe, actuellement objet de controverses, est d'autant plus importante qu'elle se pose également au sein des entreprises possédant un standard électronique. »

On peut regretter que la CNIL n'ait pas jugé bon de publier cet avis. Mais cette position annoncée dans une enceinte officielle réservée aux spécialistes peut pourtant servir à formuler une revendication minimale pour tous ceux qui veulent se défendre contre le « mouchard électronique ».